MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ECONOMIQUES
Europe du Sud-Est
Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 19 septembre 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

1,1 Md€

Le chiffre d'affaires des jeux d'argent à Chypre en 2023
en hausse de 16% sur un an

Brèves régionales : Une initiative européenne commune visant à réduire les prix de l'électricité lancée par la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie // Le gouvernement chypriote a accordé un financement annuel de 25 M€ pour soutenir le projet du Great Sea Interconnector

Bulgarie : Inflation annuelle (IPC) de 2,1 % en août 2024 //La Bulgarie reçoit le portefeuille startups, recherche et innovations dans la prochaine Commission européenne//Exigences de la banque centrale concernant l'octroi de crédits hypothécaires // Négociations avec la Commission européenne sur les modifications envisagées du PNRR // Prolongation des négociations avec l'Ukraine pour la vente des équipements destinés au projet Béléné.

Chypre : Les arrivées de visiteurs étaient en hausse de 8,5 % au mois d'août, par rapport au même mois l'année dernière // La Commission européenne a approuvé la demande de Chypre pour 152 M€ de financements dans le cadre du plan de relance de l'UE // L'industrie des jeux d'argent a généré 1,1 Md€ de chiffre d'affaires en 2023, en hausse de 16 % par rapport à 2022 // Aphrodite : le gouvernement chypriote et Chevron ont fixé un délai de quatre mois pour trouver une solution à l'amiable.

Grèce : Exécution budgétaire janvier-août 2024 // Un projet de budget rectificatif visant à inscrire au budget 2024 un montant de 900 M€ // Signature du contrat de concession de 25 ans de l'autoroute Attiki Odos // La nouvelle taxe de croisière introduite pour les croisiéristes débarquant dans les ports grecs sera appliquée à partir de 2025// Le déficit de financement en matière de renouvellement du patrimoine du réseau d'eau et d'assainissement serait de l'ordre de 5,9 Md // La Grèce appelle la Commission à prendre des mesures pour faire face aux distorsions du marché européen de l'énergie.

Moldavie : Le déficit commercial s'est accru de 14% au premier semestre 2024 // La Moldavie a conclu 9 accords de financement de plus de 380 MEUR.

Roumanie : Les flux d'IDE entrants ont diminué de -21,3 % (-846 M EUR) sur les sept premiers mois 2024 // En juin 2024, le salaire net moyen représentait 5 242 RON (1 053 EUR), en hausse de 14,8 % sur un an. // La production industrielle a baissé de -1,8 % au premier semestre 2024 // La Roumanie a lancé un mécanisme de contrats pour différence (CfD) // Vodafone Roumanie et l'Autorité pour la Numérisation de la Roumanie (ANR) ont signé un contrat de 100 M EUR pour créer le *cloud* du gouvernement // La Compagnie Nationale des Chemins de Fer (CFR) a lancé un appel d'offres pour la conception et la réalisation de travaux de réhabilitation et de reconstruction de 7 ponts ferroviaires //Transelectrica a lancé un appel d'offres pour la construction d'une ligne de 400 kV.

Brèves régionales

Une initiative européenne commune visant à réduire les prix de l'électricité lancée par la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie afin de créer un mécanisme permanent d'intervention lorsque des prix extrêmes sont observés, dus à l'isolement de l'Europe du Sud-Est du reste de l'énergie européenne, a été annoncé par le ministre grec de l'Environnement et de l'Énergie, Théodoros Skilakakis. Le ministre grec a expliqué que le problème est qu'il n'y a pas assez d'interconnexions par câbles, ce qui crée un « îlot énergétique » dans la région. « Le paradoxe suivant se produit : il n'y a pas suffisamment d'interconnexions pour transférer l'électricité du marché de l'Europe centrale vers celui du Sud-Est. Cela entraîne certains jours des prix extrêmes, ce qui, à notre avis, ne peut être accepté et, dans ce cas particulier, le fonctionnement du modèle cible est problématique », a-t-il déclaré. (Communiqué de presse du Ministère grec de l'Environnement et de l'Energie)

Le gouvernement chypriote a accordé un financement annuel de 25 M€ pour soutenir le projet du Great Sea Interconnector, destiné à relier les réseaux électriques de la Grèce, Chypre et Israël, mais cette allocation est conditionnée par l'avancement réel de la construction. Ce montant sera présenté au Parlement dans le cadre d'un budget complémentaire, qui devra être approuvé pour que les fonds soient effectivement débloqués. La décision définitive concernant l'engagement financier de Chypre pour ce projet sera prise d'ici la fin de l'année. En outre, Chypre prévoit de contribuer un total de 100 M€ au projet. Ces fonds seront issus du Plan de Relance et de Résilience de l'UE. Cette contribution vise à garantir le financement nécessaire pour avancer dans le projet tout en permettant au pays de surveiller de près les progrès réalisés.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Inflation annuelle (IPC) de 2,1 % en août 2024. Selon les données de l'Institut national statistique (INS), l'inflation (Indice des prix à la consommation, IPC) annuelle en août 2024 (par rapport à août 2023) est de 2,1 %, après 2,4 % en g.a. en juillet 2024 et 2,5 % en g.a. en juin 2024. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en moyenne annuelle (pour la période septembre 2023 – août 2024 par rapport à la période septembre 2022 – août 2023) s'est établi à 3,8 % en août, après 4,3 % en juillet et 4,7 % en juin.

La Bulgarie reçoit le portefeuille startups, recherche et innovations dans la prochaine Commission européenne. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté sa proposition pour la prochaine Commission. La Bulgarie, en la personne de sa candidate Ekaterina Zaharieva, reçoit une partie de son ancien portefeuille – startups, recherche et innovations. L'autre partie – jeunesse, sport et culture, est accordée à Malte et à son candidat Glenn Micallef. Ekaterina Zaharieva était ministre des Affaires étrangères (2017-2021) et ministre de la Justice (2015-2017) dans les gouvernements de Boïko Borissov.

Exigences de la banque centrale concernant l'octroi de crédits hypothécaires. Le Conseil des Gouverneurs de la Banque nationale de Bulgarie a adopté, le 11 septembre dernier, des mesures concernant l'octroi de crédits hypothécaires aux ménages. (i) Le rapport entre la valeur du crédit et celle du bien immobilier ne doit pas dépasser 85 % ; (ii) Le rapport entre le montant des versements

liés au service de la dette et le revenu mensuel de l'emprunteur au moment de l'octroi ne doit pas dépasser 50 %. (iii) La durée maximale du contrat de crédit ne doit pas dépasser 30 ans.
Ces exigences entrent en vigueur le 1er octobre 2024 en lien avec la croissance importante des crédits hypothécaires (+20,5 % en g.a. en 2023 et +25 % en g.a. en juillet 2024).

Actualités sectorielles

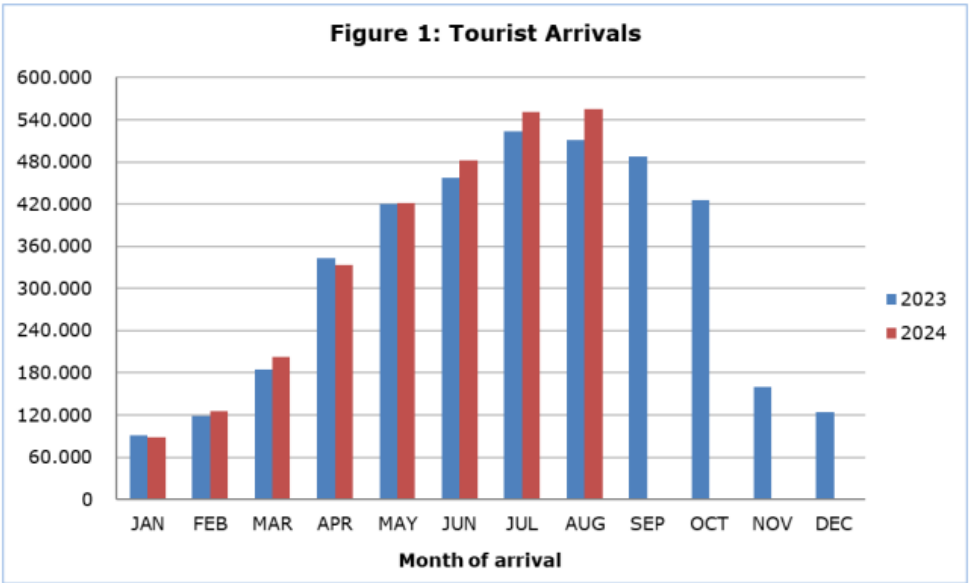
Négociations avec la Commission européenne sur les modifications envisagées du PNRR. La ministre des Finances Liydmila Petkova et le ministre de l'Energie Vladimir Malinov ont présenté le 17 septembre à l'Assemblée nationale l'état d'avancement des négociations avec la Commission européenne sur les modifications envisagées du PNRR et le projet de chapitre REPowerEU. La ministre des Finances a souligné que la Bulgarie est le seul Etat-membre qui n'a pas officiellement présenté de chapitre REPowerEU pour que le pays puisse bénéficier d'une subvention supplémentaire de 479 M€. Le gouvernement bulgare propose des modifications de 32 investissements et 14 réformes prévus dans le PNRR. Les modifications sont essentiellement des mises à jour des descriptions, des objectifs et des délais de réalisation, une réduction ou une redistribution des financements. Le ministère de l'Energie propose de retirer de la holding publique BEH le gestionnaire du réseau électrique ESO et l'opérateur du réseau gazier Bulgartransgaz en les intégrant dans une nouvelle entité publique sous la tutelle du ministère de l'Energie. Par ailleurs, les emprunts obligataires souscrits par la BEH s'élèvent actuellement à 1,2 Md BGN (614 M€).

Prolongation des négociations avec l'Ukraine pour la vente des équipements destinés au projet Béléné. L'Assemblée nationale a prolongé de 180 jours la date limite des négociations avec l'Ukraine pour la vente d'équipements destinés au projet de centrale nucléaire de Béléné. Après l'achèvement des négociations, le ministre de l'Energie doit soumettre un rapport à l'Assemblée nationale avant la prise d'une décision relative à la vente des équipements à cycle de production long appartenant actuellement à la Compagnie nationale d'électricité.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Les arrivées de visiteurs étaient en hausse de 8,5 % au mois d'août, par rapport au même mois l'année dernière. Selon CYSTAT, Chypre a reçu 554 923 touristes en août 2024, contre 511 387 en août 2023. En août 2024, le Royaume-Uni représentait 34,7 % (192 424) des arrivées touristiques totales, suivi d'Israël avec 13,3 % (74 032), de la Pologne avec 7,7 % (42 650), de l'Allemagne avec 4,2 % (23 068) et de la Suède avec 4,1 % (22 508). Sur la période janvier – août 2024, le nombre d'arrivée de touristes a progressé de 4,1 % par rapport à la même époque l'année dernière. De leurs côtés, les retours des résidents à Chypre étaient en baisse de 3,6 % en août 2024 par rapport à ce mois en 2023.



La Commission européenne a approuvé la demande de Chypre pour 152 M€ de financements dans le cadre du plan de relance de l'UE, visant à stimuler les économies post-pandémie. Sur 38 objectifs à atteindre, 37 ont été validés. Ces fonds soutiendront des projets clés en santé publique, éducation, énergie renouvelable et lutte contre le changement climatique. Chypre a également mis en place une Autorité Indépendante de Lutte contre la Corruption et adopté une loi pour encourager les investissements stratégiques. Cependant, Chypre n'a pas encore complété une réforme cruciale concernant la lutte contre l'évasion fiscale agressive, qui consiste à exploiter les failles fiscales pour réduire les obligations fiscales, souvent en transférant des bénéfices vers des pays à faible imposition. Chypre doit adopter de nouvelles législations pour combler ces failles et renforcer les régulations. En conséquence, la Commission retient une partie du paiement jusqu'à ce que Chypre résolve cette question. Le pays dispose d'un mois pour répondre, et le Comité économique et financier de l'UE examinera également la situation. Si Chypre ne résout pas le problème dans les six mois, les fonds suspendus resteront bloqués jusqu'à ce que les mesures nécessaires soient prises.

L'industrie des jeux d'argent a généré 1,1 Md€ de chiffre d'affaires en 2023, en hausse de 16 % par rapport à 2022. L'année 2023 a été marquée par une augmentation des paris sportifs, principalement concernant le football. Le secteur, qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 79 % depuis 2020, représente une part importante du PIB chypriote (3,72 %). Avec son cadre réglementaire clair et favorable à ces entreprises (bas coût et rapidité d'obtention d'une licence de jeux de hasard) et une taxation à seulement 13 % des bénéfices nets, le pays s'est imposé comme une destination de choix pour les sociétés de jeux d'argent souhaitant s'implanter dans l'Union Européenne (Cyprus Mail).

Actualités sectorielles

Aphrodite : le gouvernement chypriote et Chevron ont fixé un délai de quatre mois pour trouver une solution à l'amiable, évitant ainsi de nouveaux retards. George Papanastasiou, ministre de l'Énergie de Chypre, et Frank Cassulo, vice-président de Chevron, ont tenu des réunions à Nicosie pour discuter de ce projet stratégique. Les deux parties sont convenues de poursuivre les discussions afin de garantir l'avancement du projet. Chevron détient 35 % des parts d'Aphrodite, avec BG Cyprus (Shell) également à 35 % et NewMed Energy à 30 %. Le projet Aphrodite est crucial pour l'exploitation des ressources énergétiques de Chypre, et les discussions visent à aligner les intérêts des parties prenantes autour d'une stratégie commune pour assurer son succès.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Exécution budgétaire janvier-août 2024 (données provisoires) : le pays a dégagé un excédent budgétaire de 1,048Md€, contre un objectif de déficit de 2,774Mds€ prévu au titre de la loi de finances 2024 et un déficit de 92 M€ enregistré sur la même période 2023. Un excédent primaire de 7,571 Mds€ a été dégagé, contre un objectif d'excédent primaire de 3,316 Md€ et un excédent primaire de 5,596 Md€ sur la même période 2023. Il est à noter qu'une partie des recettes fiscales d'un montant de 647 M€ est incluse dans le résultat budgétaire pour l'année 2023, et qu'un montant lié au report des paiements aux organismes sociaux de 1, 854 Md€ et un montant des dépenses relatives aux programmes d'armement de 634 M€ (soit un total de 2, 488 Md€) n'affectent pas le résultat en termes budgétaires. A l'exception des montants ci-dessus, l'excédent primaire par rapport à l'objectif pour la période janvier-août s'élève à 1,120 Md€.

Les recettes nettes se sont élevées à 45,137 Md€, en hausse de 232 M€ (+0,52 %) par rapport à l'objectif prévu au titre de la loi de finances 2024.

Les recettes fiscales se sont élevées à 43,092Md€, en hausse de 1,989 Md€ (+4,8 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2024. Ce dépassement s'explique par la meilleure performance de l'impôt sur le revenu de l'année précédente, perçus par tranches jusqu'à la fin du mois de février 2024 (à noter qu'un montant estimé à 647 M € est comptabilisé dans le résultat fiscal de 2023), ainsi que par la meilleure performance de la perception des impôts de l'année en cours. Par conséquent, l'excédent des recettes fiscales budgétisé sur l'année 2024 s'élève à 1, 342 Md€.

Les recettes totales du budget d'investissement public se sont élevées à 3,147Md€, en hausse de 569 M€ par rapport à l'objectif (2,578 Md€). Les dépenses atteignent 44,089 Md€, en baisse de 3,590 Md€ par rapport à l'objectif (47,679 Mds€), inscrit dans la Loi de finances 2024, mais en hausse de 878 M€ par rapport à la même période 2023, en raison notamment de l'augmentation des paiements d'intérêts. (Ministère grec de l'Economie et des Finances).

Un projet de budget rectificatif visant à inscrire au budget 2024 un montant de 900 M€, afin de porter le budget de l'investissement public à 13,1 Mds€, le budget le plus élevé depuis plus de 15 ans, a été annoncé par le Ministre de l'Economie nationale et des Finances, Kostis Hatzidakis. Le budget rectificatif sera accompagné d'un nouveau projet de loi portant notamment sur une codification des différentes dispositions législatives et la mise en place d'un système de surveillance des grands projets, notamment ceux financés par le PNRR et les fonds communautaires.

Actualités sectorielles

Signature du contrat de concession de 25 ans de l'autoroute Attiki Odos, le plus grand contrat de concession jamais signé en Grèce. Attribué par l'Agence de privatisations Taiped à la société grecque GEK-TERNA en septembre 2023, pour un montant de 3,27 milliards d'euros, le contrat concerne le financement, l'exploitation et la maintenance de l'autoroute Attiki Odos qui constitue le périphérique de la région métropolitaine du Grand-Athènes. Pour conclure officiellement l'accord et reprendre la gestion de l'autoroute, le nouveau concessionnaire devra verser à Taiped le montant des 3,27 Mds€ dans les cinq mois suivant la signature. La somme sera allouée au service de la dette du pays, réduisant ainsi la dette grecque d'un montant équivalent à 1,5% de son PIB, selon les déclarations du ministre des Finances Hatzidakis. Outre la redevance financière, le concessionnaire versera tous les ans à Taiped 7,5 % des revenus annuels provenant de l'exploitation de l'autoroute.

La nouvelle taxe de croisière introduite pour les croisiéristes débarquant dans les ports grecs sera appliquée à partir de 2025, selon les annonces de la Ministre du Tourisme, Olga Keflogianni. Les nouvelles dispositions prévoient une redevance plus élevée pour les destinations les plus sollicitées, en particulier pendant les mois de pointe. Plus particulièrement, une taxe de croisière de 20 euros par passager débarquant dans les ports de Mykonos et Santorin et de 5 euros dans les autres ports du pays est imposée pour la période allant du 1er juin au 30 septembre. Elle est réduite à 12 euros et à 3 euros respectivement pendant les mois d'avril, mai et octobre et à 4 euros et 1 euro respectivement pour les mois de novembre à mars. Les recettes annuelles sont estimées à 50 M€. Un tiers des recettes sera reversé aux municipalités, un tiers au ministère des Affaires maritimes et un tiers au ministère du Tourisme.

Le déficit de financement en matière de renouvellement du patrimoine du réseau d'eau et d'assainissement serait de l'ordre de 5,9 Md€ (2 Mds€ pour 681 nouveaux projets et 3,9 Mds€ pour 1 446 projets de modernisation), selon les données présentées par les autorités grecques. Dans ce cadre, le Ministère de l'Environnement et de l'Energie a présenté 7 initiatives pour lutter contre la pénurie d'eau : 1) Diversification des ressources en eau tout en sécurisant les approvisionnements en eau de la capitale, Athènes, qui connaît une forte diminution de ses réserves d'eau - de 1 100 millions de m3 (données - octobre 2022) à moins de 700 millions de m3 (estimation pour octobre 2024). Les mesures immédiates envisagées sont les forages et le dessalement ; 2) Projets d'approvisionnement en eau, de traitement des eaux usées et de dessalement d'une valeur de 200 M€ (financés par les fonds de cohésion - CRSN); 3) Mesures d'urgence en matière de pénurie d'eau d'une valeur de 80 M€ (financés par le budget d'investissement public); 4) Projets de dessalement, des réservoirs polyvalents, combinés à des projets d'énergie renouvelable, financé à hauteur d'au moins 166 M€ ; 5) Réforme des entreprises municipales de distribution d'eau et d'assainissement (DEYA) ; 6) Etude (en cours de réalisation) d'une analyse coûts-bénéfices sur l'évaluation des coûts et la tarification des services de l'eau; 7) Etude en faveur d'une meilleure prévision des phénomènes hydrologiques extrêmes (Ministère de l'Environnement et de l'Energie).

La Grèce appelle la Commission à prendre des mesures pour faire face aux distorsions du marché européen de l'énergie qui créent des écarts importants entre les prix de gros de l'électricité dans les pays de l'Europe du Sud-Est et dans le reste de l'UE. Dans sa lettre adressée à Mme Ursula von der Leyen, M. Mitsotakis met l'accent notamment sur quatre points, proposant une gouvernance plus forte, une surveillance réglementaire accrue, un arrangement spécial concernant le ciblage des infrastructures ukrainiennes par la Russie et un renforcement des capacités d'interconnexions électriques européennes.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Le déficit commercial s'est accru de +14 % au premier semestre 2024 en glissement annuel, s'établissant à 2,73 Mds EUR. D'une part, les exportations de biens ont baissé de -12 % (1,9 Mds EUR) au premier semestre 2024 en g.a. Toutefois, la part des exportations moldaves vers l'UE a progressé de +2,8 pts, représentant 65 % des exportations totales de biens (1,2 Mds EUR). D'autre part, les importations de biens ont augmenté de +1,9 % (4,6 Mds EUR), avec une part en provenance de l'UE en hausse de +0,4 pts, soit 50 % du total des importations de biens (2,3 Mds EUR).

Actualités sectorielles

La Moldavie a conclu 9 accords de financement totalisant plus de 380 M EUR, dont une subvention de 80 M EUR et un prêt de 305 M EUR. Parmi les principaux accords, le Canada octroie un prêt de 79 M EUR pour soutenir l'intégration des réfugiés ukrainiens, tandis que les États-Unis renforcent leur aide avec 34 M EUR supplémentaires pour améliorer les services publics et la sécurité énergétique. L'AFD investit 25 M EUR dans la transition énergétique, et l'Agence Suisse pour le Développement consacre 8,5 M EUR à l'égalité des sexes. De plus, la BERD et l'UE injectent 16,3 M EUR pour moderniser les infrastructures de gestion des déchets et réhabiliter les lignes ferroviaires. Enfin, la BEI octroie un prêt de 200 M EUR qui sera alloué à la restauration des terres dégradées et à la gestion durable des forêts.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Les flux d'IDE entrants ont diminué de -21,3 % (-846 M EUR) sur les sept premiers mois 2024 en glissement annuel, tombant à 3,12 Mds EUR. À l'exception de janvier 2024, où les IDE ont atteint 1,1 Mds EUR (contre 593 M EUR en 2023), les autres mois ont enregistré des flux entrants inférieurs à ceux de 2023. En avril et mai 2024, des sorties nettes de capitaux étrangers de respectivement -203,9 M EUR et -187,6 M EUR ont été enregistrées, alors qu'aucune sortie nette n'avait été observée en 2023.

En juin 2024, le salaire net moyen représentait 5 242 RON (1 053 EUR), en hausse de 14,8 % sur un an. Les hausses les plus significatives ont été observées dans les secteurs de la production de produits pétroliers raffinés (+25,2 %) et du transport aérien (+18,4 %).

La production industrielle a baissé de -1,8 % au premier semestre 2024 en glissement annuel. Plus spécifiquement, la production d'électricité et de gaz a enregistré une baisse de -5,5 %, la production manufacturière de -1,6 % et l'extraction et l'exploitation minière de -0,6 %.

Actualités sectorielles

La Roumanie a lancé, avec le soutien de la BERD, un mécanisme de contrats pour différence (CfD) et ouvert la première enchère pour le développement de 1,5 GW de capacités de production d'énergie renouvelable, dont 500 MW de solaire photovoltaïque et 1 GW d'éolien terrestre. Ce projet s'inscrit dans l'objectif de la Roumanie d'atteindre 34 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2030. La BERD prévoit une seconde enchère en 2025.

Vodafone Roumanie et l'Autorité pour la Numérisation de la Roumanie (ANR) ont signé un contrat de 100 M EUR pour créer le *cloud* du gouvernement. Les serveurs assureront l'hébergement de l'ensemble des services publics numériques et des communications entre l'État, les citoyens et les entreprises. Financé à hauteur de 374,73 M EUR dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (PNRR), le *cloud* sera opérationnel d'ici le 31 décembre 2025.

La Compagnie Nationale des Chemins de Fer (CFR) a lancé un appel d'offres pour la conception et la réalisation de travaux de réhabilitation et de reconstruction de 7 ponts ferroviaires sur la ligne Adjud-Siculeni. Le projet, estimé à 274 M RON (55 M EUR), sera financé par des fonds européens dans le cadre du programme de transport 2021-2027.

Transelectrica a lancé un appel d'offres pour la construction d'une ligne de 400 kV entre les villes roumaines de Suceava et Gădălin, renforçant la capacité de transfert d'électricité entre la Roumanie et la Moldavie. Ce projet sera financé par le Fonds de modernisation de l'UE à hauteur de 492 M RON (99 M EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtresor.gouv.fr